

## **Comment la connaissance historique de l'Espagne permet-elle de dépasser les contraintes idéologiques : le legs historiographique de José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara**

**Benoît Pellistrandi**

En 1976, dans la collection « *Cuadernos para el diálogo* », l'hispaniste américain Bernard Schmidt publiait un livre intitulé *El problema español de Quevedo a Manuel Azaña*. Embrassant la question de la décadence espagnole depuis les réflexions des hommes du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'au premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle, Bernard Schmidt entendait réexaminer de manière historique et critique ce qui avait été posé d'abord comme un problème politique et identitaire. En 1948, Pedro Laín Entralgo avait fait paraître un essai *España como problema*. L'année suivante, Rafael Calvo Serrer lui répondait avec *España sin problema*. L'enjeu était profondément idéologique : pour celui qui devait être recteur de l'université Complutense de Madrid entre 1951 et 1956, il s'agissait bien de comprendre comment une tension extrême opposait libéraux et conservateurs dans leur perception, leur compréhension et leur interprétation de l'Espagne. Ce faisant, Laín Entralgo accordait à toute une tradition libérale et souvent assez peu religieuse une place dans le débat sur l'identité espagnole. Surtout, il « réhabilitait » ce qu'il avait lui-même nommé « la génération de 1898 », cet ensemble d'écrivains qui, de Ganivet à Unamuno, de Azorín à Machado, de Joaquín Costa à Ortega y Gasset, avaient pensé la crise de l'Espagne en appelant à sa régénération<sup>1</sup>. Il tranchait, dans le climat des années de l'immédiat après-guerre civile, avec la position de l'exclusion.

Aussi Rafael Calvo Serrer allait-il lui répondre avec l'examen des mêmes thèmes, mais pour des conclusions opposées. Le livre de Calvo Serrer allait être récompensé par le prix national de littérature Francisco Franco, alors remis par le ministère de l'Éducation nationale et sa direction générale de Propagande. Véritable illustration des oppositions qui structuraient le monde intellectuel franquiste, cette polémique devait avoir des conséquences importantes tant sur le plan des idées que sur celui des personnes<sup>2</sup>. L'Espagne était un terrain d'affrontement privilégié entre le libéralisme révolutionnaire et le catholicisme. Cette thèse, forgée par Juan Donoso Cortés (1809-1853) puis étayée par Marcelino Menéndez Pelayo (1856-1912), demeurait au cœur du débat des années 1940 et 1950. Il n'est pas difficile de comprendre l'utilisation politique et idéologique que le régime franquiste en faisait.

Toute la tradition dite de 1898 semblait au contraire irriguer une autre veine beaucoup plus critique avec l'histoire de l'Espagne. Ces intellectuels avaient préparé

---

<sup>1</sup> Pedro Laín Entralgo, *La generación del 98*, Madrid, 1945.

<sup>2</sup> Voir Zira Box, « El nacionalismo durante el franquismo (1939-1975) », dans Antonio Morales Moya, Juan Pablo Fusi Aizurúa, Andrés de Blas Guerrero (dir.), *Historia de la nación y del nacionalismo español*, Madrid, Galaxia Gutenberg-Círculo de Lectores-Fundación Ortega-Marañón, 2013, p. 903-920.

le terrain à la République honnie et leur héritage intellectuel semblait devoir être voué à l'oubli ou au mépris, bien que ce legs soit infiniment plus complexe politiquement et idéologiquement. Aussi le débat se nouait-il autour d'une interprétation de la vocation historique de l'Espagne, plus que de son histoire elle-même, en reprenant le débat là où il s'était formé : au cœur de l'affrontement entre le catholicisme politique et le libéralisme. Il y avait comme une sorte de surplace intellectuel, même si les contributions des uns et des autres étaient convoquées pour figer les positions idéologiques<sup>3</sup>. Cette situation confirmait aux yeux des observateurs extérieurs le « gel » intellectuel dans lequel l'Espagne franquiste était plongée. Mais au-delà de cette vision, le monde universitaire se structurait sur ces oppositions. Rafael Calvo Serer n'était pas un publiciste payé par le régime ; il était aussi un universitaire dont la position allait se révéler centrale dans la formation des nouvelles élites<sup>4</sup>. L'histoire de l'Espagne était un enjeu idéologique et culturel. Mais sur la partie la plus récente de cette histoire pesait comme une sorte d'interdit politique : l'époque contemporaine avait « dénaturé » l'Espagne. Cela se traduisait sur le plan universitaire par l'extrême marginalité des études d'histoire contemporaine<sup>5</sup>. La sortie du franquisme et l'ouverture de nouvelles problématiques intellectuelles allaient précéder de quelques années la transition démocratique si bien que, lorsque celle-ci se produisit, le monde universitaire et intellectuel avait largement commencé un travail de rénovation et de reformulation de l'histoire contemporaine. Cet acquis, encore fragile, allait être renforcé par la dynamique des transformations politiques, culturelles, médiatiques et universitaires. Un nouveau paradigme était en construction en même temps que les nouveaux équilibres de l'Espagne. Une équation singulière se mettait en place qui accompagnait la transition, la justifiait, voire la célébrait. De cette situation allait naître les nouvelles configurations de l'histoire contemporaine comme discipline et comme discours.

<sup>3</sup> Ainsi lorsqu'en 1955, le ministère de l'Éducation nationale, alors dirigé par Joaquín Ruiz Gimenez, rendit hommage à la figure de José Ortega y Gasset (1883-1955), Rafael Calvo Serer et ses amis organisèrent, en riposte, un hommage à Juan Donoso Cortés, le plus célèbre penseur espagnol de la contre-révolution !

<sup>4</sup> Titulaire en 1942 de la chaire d'histoire moderne et contemporaine de l'université de Valence, il avait auparavant soutenu une thèse sur Menéndez Pelayo et le problème de la décadence espagnole. Il participe, en 1944, à la création de la revue *Arbor* qui est l'organe du Centro Superior de Investigaciones Científicas. En 1946, il devient professeur d'histoire de philosophie et de philosophie de l'histoire à l'université de Madrid. Autour de lui on trouve les noms de Florentino Pérez Embid, Angel López Amo, Raimundo Paniker, Hans Juretschke, José Luis Pinillos, Vicente Palacio Atard, José María Jover et Gonzalo Fernández de la Mora, tous historiens, le dernier étant en outre un homme politique à la lisière du franquisme et du soutien à la monarchie. Pour une vision plus complète, voir Onésimo Díaz Hernández, *Rafael Calvo Serer y el grupo Arbor*, Valencia, PUV, 2008. En français, voir Rubén Pallol Trigueros, « Le renouvellement du corps des professeurs d'histoire pendant le premier franquisme », *Vingtème Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3, n° 127, pp. 101-115.

<sup>5</sup> Entre 1944 et 1947, 51 thèses d'histoire furent soutenues à l'université Complutense. 7 seulement portaient sur l'époque contemporaine contre 26 pour l'époque moderne, 12 pour l'époque médiévale, 3 pour l'histoire ancienne et 3 pour la préhistoire. Dominaient des thèses d'histoire moderne. Pour ces chiffres, voir José María Jover Zamora, « Corrientes historiográficas en la España contemporánea », Boletín informativo de la Fundación Juan March, 1975, 36, repris dans *Historiadores españoles de nuestro siglo*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1999, pp. 272-310. Le contenu des thèses d'histoire moderne alimentait une vision « national-catholique » de l'Espagne : « casi todas [las tesis] no eran sino simple reincidencia de esquemas menéndezpelayanos sobre los Reyes Católicos, Trento, la conquista de América, etc. », Manuel Tuñón de Lara, *España bajo la dictadura franquista (1939-1975)*, t. X de *Historia de España dirigida por Manuel Tuñón de Lara*, Barcelone, Labor, 1980, p. 435.

Il ne saurait être question, dans les limites de cet article, de traiter l'ensemble de la question qui appellerait un livre entier. On se contentera ici d'essayer de poser quelques jalons en forme de repères intellectuels, en nous attachant à rappeler comment s'est construite une histoire contemporaine autour de deux figures : celles de José María Jover Zamora et de Manuel Tuñón de Lara. Nous chercherons à comprendre comment leurs œuvres ont constitué un enseignement qui permit le déploiement exceptionnellement fécond de l'histoire contemporaine en Espagne après 1975. L'un et l'autre illustrent la fracture qui marque la société espagnole après la guerre civile et le franquisme : le premier fit sa carrière au sein de l'université espagnole tandis que le second, contraint à l'exil, trouva refuge en France et devint un universitaire français doublement essentiel pour la revendication d'une histoire contemporaine comme science et pour l'hispanisme français. Ces deux historiens auraient pu illustrer l'affrontement idéologique et politique des Espagnols : José María Jover Zamora n'a jamais caché ses convictions catholiques et sa modération politique, tandis que Manuel Tuñón de Lara, de formation marxiste, en fit un instrument méthodologique. Malgré ces deux univers mentaux différents, ils vont participer ensemble, selon des modalités distinctes mais convergentes dans la pratique universitaire et scientifique de l'histoire, à la consolidation de l'histoire contemporaine comme discipline universitaire et comme voie de dépassement des luttes fratricides.

L'objet de cet article n'est pas de rendre compte de la totalité du processus par lequel tant Jover Zamora que Tuñón de Lara ont construit, par leurs œuvres et par leur enseignement, les contours de la science historique sur l'Espagne contemporaine, mais de montrer comment leur ambition intellectuelle a posé les enjeux scientifiques, politiques et moraux de l'histoire contemporaine en Espagne. En outre, l'ampleur des champs explorés par l'un et par l'autre interdit, dans les limites de cet article, de suivre comment chaque article ou chaque livre a ouvert la voie à une cohorte de chercheurs. Pionniers, Jover Zamora et Tuñón de Lara sont envisagés ici comme des repères, des points d'inflexion du discours historique et des héritages historiographiques, vite assimilés par la culture civique de la transition démocratique. Il s'agit bien de se situer au point de rencontre entre la production du savoir et sa réception globale, tant dans la communauté savante, que par l'enseignement ou encore l'écho de ces œuvres dans le discours journalistique<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> C'est la raison pour laquelle nous nous attachons plus spécifiquement aux « manuels » décisifs que l'un et l'autre ont publié et dirigé. On se reportera à la contribution de Pedro Sáez Ortega, « La piedra en el estanco : el magisterio invisible de José María Jover », dans Rosario Ruiz Franco (ed.), *Pensar el pasado. José María Jover Zamora y la historiografía española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2012, pp. 71-94. De la même manière, Josep Fontana insiste sur l'influence décisive des livres et de l'enseignement de Tuñón de Lara « en esa etapa crucial que comprende los últimos años del franquismo y los primeros de la llamada transición, no sólo en la renovación de la historia contemporánea de España, sino sobre todo, en la concienciación de las nuevas generaciones de universitarios que estaban elaborando una visión crítica de su propio país, y la pudieron enriquecer con el aporte de aquella tradición progresista y democrática de los siglos XIX y XX de la que Tuñón era un legítimo continuador », dans José Luis de la Granja, Alberto Reig Tapia, Ricardo Miralles, *Tuñón de Lara y la historiografía española*, Madrid, Siglo XXI, 1999, p. XVI. Joseph Pérez, dans le compte rendu qu'il donne de l'ouvrage de Manuel Tuñón de Lara, *La España del siglo XX* (1966) au *Bulletin hispanique* conclut « mieux qu'un manuel d'histoire contemporaine, le livre de Tuñón de Lara se présente comme un ouvrage de référence indispensable sur l'Espagne d'aujourd'hui », *Bulletin hispanique*, 70, 1968, p. 174. Il faut bien comprendre que le terme « manuel » loin d'être dépréciatif renvoie plutôt à des ouvrages décisifs dans la formation des étudiants et des professeurs et qu'il n'a vraiment son sens que si

## Jover Zamora : la construction d'une discipline

José María Jover Zamora (1920-2006) appartient à la génération d'historiens à qui incombaient « deux missions considérables : restaurer l'Université et refonder l'histoire<sup>7</sup> ». Auteur d'une thèse dirigée par Cayetano Alcázar – *1635. Historia de una polémica y semblanza de una generación* –, il appartient alors à l'Institut Jerónimo Zurita du Centre supérieur de recherches scientifiques (CSIC). Dès sa soutenance (1949), il est nommé professeur à l'université de Valence où il occupe la chaire d'histoire moderne et contemporaine. Il rejoint l'université de Madrid en 1963 comme professeur d'histoire moderne et migrera en 1974 à la chaire d'histoire contemporaine laissée vacante par le décès de Jesús Pabón<sup>8</sup>. En 1975, les éditions Espasa Calpe le chargent de poursuivre la coordination de l'histoire générale de l'Espagne, un projet de grande envergure fondé et imaginé par Ramón Menéndez Pidal<sup>9</sup> dès 1927 et que Jover Zamora conduira presque à son terme<sup>10</sup>. Membre de la Real Academia de la Historia en 1978, Jover Zamora a connu tous, ou presque tous, les honneurs et les prix. En 2004, fait docteur *honoris causa* de l'université Carlos III de Madrid, Guadalupe Ferrer Gómez, son épouse, lisait un discours de remerciement rédigé par don José María dans lequel il brossait une sorte de bilan de sa vie et de son œuvre.

Catholique convaincu, il estime que la vie n'est pas le fruit du hasard, mais qu'elle se construit sur des croyances et sur la dialectique du temps vécu. « Deux événements marquèrent ma jeunesse : la Guerre civile et la Seconde Guerre mondiale », évoque-t-il d'emblée pour expliquer son choix de l'histoire<sup>11</sup>. La guerre civile lui fit comprendre la complexité de l'histoire et la Seconde Guerre mondiale confirmait cette impression. D'où l'orientation du jeune étudiant, entré à l'université de Murcie en septembre 1939, vers l'histoire des relations internationales. Il y trouve un enseignement qui semble se limiter aux aspects « externes » de l'histoire, c'est-à-dire une approche essentiellement politico-diplomatique au sens le plus « traditionnel ». José María Jover dépasse cette déception par une lecture avide de la littérature espagnole, et c'est ainsi que se forma son goût pour l'utilisation de la littérature

---

on fait de ces ouvrages des « moments » de l'historiographie dont l'écho est très supérieur, du point de vue social et culturel, à d'autres publications, décisives sur le plan scientifique, mais à usage réservé au cercle plus étroits des spécialistes.

<sup>7</sup> Juan Pablo Fusi, « Humanismo y civilización en la obra de José María Jover », dans Rosario Ruiz Franco (éd.), *Pensar el pasado. José María Jover y la historiografía española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2012, p. 35.

<sup>8</sup> L'association de l'époque moderne et contemporaine est un héritage de l'université du XIX<sup>e</sup> siècle quand le champ contemporain restait un objet scientifique mal identifié.

<sup>9</sup> Ramón Menéndez Pidal (1869-1968), professeur de latin à l'université centrale de Madrid (1899-1915), puis de philologie romane (1915-1935), et enfin de philologie comparée, académicien des Académies royales espagnoles (1903) et d'histoire (1912), il participe au renouveau des études historiques en créant le Centre de recherches historiques (1910) lié à la Junta para la ampliación de Estudios. Il planifie la rédaction d'une histoire générale de l'Espagne dont la publication s'étendra sur soixante-dix ans.

<sup>10</sup> Le dernier des 43 tomes et des 65 volumes est paru en 2007 un an après la mort de l'historien. C'est donc une histoire générale de l'Espagne de plus de 53 000 pages, 20 000 illustrations et près de 400 collaborateurs !

<sup>11</sup> « Discurso pronunciado por la Prof<sup>a</sup>. Dra. D<sup>a</sup>. Guadalupe Gómez-Ferrer en nombre de su esposo el Prof. José María Jover Zamora en el Acto de su Investidura como Doctor Honoris Causa », [http://portal.uc3m.es/portal/page/portal/conocenos/honoris\\_causa/discurso\\_jose\\_maria\\_jover\\_zamora](http://portal.uc3m.es/portal/page/portal/conocenos/honoris_causa/discurso_jose_maria_jover_zamora) [consulté le 15/2/2016].

comme source historique<sup>12</sup>. De même, il reconnaît sa dette à l'égard de l'historiographie française par le détour de la géographie : la lecture de Martonne, de Vidal de la Blache, de Demangeon le prédisposa à l'accueil de l'enseignement de Lucien Febvre, puis de celui de Fernand Braudel<sup>13</sup>. Au-delà du rappel de ses chaires à Valence et à Madrid, Jover Zamora insiste sur l'élan qui traverse son œuvre et qu'il fait partir de l'attention soutenue à la réalité de l'Espagne du XVII<sup>e</sup> siècle. L'Espagne est une « nation de nations<sup>14</sup> ». Aussi infléchira-t-il l'histoire générale de l'Espagne de Menéndez Pidal, très centrée sur la Castille, vers une histoire plus équilibrée. Le dernier volume qui conclut la série porte d'ailleurs sur l'Espagne des Autonomies. Cette direction éditoriale donnera à Jover Zamora une position sans égale dans le monde universitaire espagnol. On calcule en effet que la rédaction de cette synthèse historique nationale nationale, sans équivalent dans l'historiographie européenne, a rassemblé presque quatre cents collaborateurs. L'inflexion s'observe clairement à partir de 1975 : le caractère collectif des ouvrages s'impose. De même Jover Zamora n'hésite pas à demander à d'éminents hispanistes étrangers de prendre en charge la direction de volumes. Le grand historien britannique Raymond Carr coordonne ainsi le volume consacré à l'époque de Franco.

Le dernier axe de son travail non seulement d'historien mais aussi d'enseignant fut l'histoire de la civilisation. L'idée est que la notion de « civilisation » – et notamment la « civilisation espagnole » – sert à défendre une conception de l'histoire centrée sur « la rationalité, une vision intégrée de l'expérience humaine dans laquelle l'*humanitas* ait la place qui lui revient, la solidarité entre les civilisations<sup>15</sup> ». C'est donc une histoire humaniste, étroitement liée à la notion de « vérité », et occupant une fonction sociale et morale que défend, en 2004, José María Jover Zamora. Il ne s'agit pas d'une découverte mais bien d'un essai d'ego-histoire par lequel il résume la cohérence intellectuelle et morale qui, peu à peu, s'est dessinée à travers ses travaux. Comme il l'explique au début de son remerciement, l'homme est lié à ses croyances. Jover croit à la vérité et de là au sens de la connaissance historique :

« Il s'agit de bien plus profond que la connaissance d'une série de faits ou de personnages remarquables du passé. Ce sont une capacité et un effort intellectuels nécessaires pour ordonner ces faits dans une série temporelle qui leur donne un sens, les situant dans un processus de l'évolution humaine et à un moment précis de développement de ce processus<sup>16</sup>. »

La connaissance historique débouche nécessairement sur le contemporain, c'est-à-dire le temps présent. Seule l'histoire permet en effet de comprendre la singularité du présent par comparaison. D'où l'importance accordée aux tâches d'enseignement car la fonction de l'histoire est sociale. Nul doute que l'affirmation de ces convictions,

<sup>12</sup> Il le démontrera par son discours de réception à la Real Academia de la Historia, « La imagen de la Primera República en la España de la Restauración » (1982) publié ensuite sous le titre *Realidad y mito de la I<sup>a</sup> República. Del gran miedo meridional a la utopía de Galdos*, Madrid, Espasa-Calpe, 1991.

<sup>13</sup> Jover Zamora reconnaît aussi sa dette à l'égard de Pierre Renouvin et de la modernisation méthodologique et intellectuelle qu'il imprima à l'histoire des relations internationales.

<sup>14</sup> Voir son article « Sobre los conceptos de monarquía y nación en el pensamiento político español del siglo XVII », *Cuadernos de Historia de España*, Buenos Aires, 1950, pp. 101-150. Cette affirmation qui peut sembler, en 1950, purement conceptuelle n'est plus entendue et comprise de la même façon en 2004 dans une Espagne qui, dès les débuts de la transition démocratique, a fait le choix de la décentralisation.

<sup>15</sup> Discours de 2004.

<sup>16</sup> *Ibid.*

enracinées dans la foi de leur auteur, ne soit aujourd'hui plus difficilement comprise. Un paradigme purement scientifique évacue facilement ces conceptions qui veulent voir dans l'histoire et l'effort intellectuel et moral qu'elle exige, un instrument de connaissance plus qu'un catalogue scientifique<sup>17</sup>. L'histoire n'est pas seulement la construction d'un récit ou la mise en forme d'un discours sur le passé : elle est une compréhension de soi pour le temps présent.

Les conférences et les colloques qui ont rendu hommage à Jover Zamora à partir de l'an 2000 (il fêtait alors ses 80 ans<sup>18</sup>), et qui se poursuivent au-delà de sa disparition, s'expliquent par l'importance de cette œuvre qui fut tout sauf étroitement individuelle. Le legs historiographique de Jover tient certes à son œuvre, par bien des aspects pionnière<sup>19</sup>, mais aussi à ce volet collectif qui réunit toute, ou presque toute, l'historiographie espagnole. En ce sens, on comprend mieux le jugement de Juan Pablo Fusi lorsqu'il estimait que Jover et sa génération devaient à la fois reconstruire l'Université espagnole et redonner à l'histoire sa dimension scientifique. Or, par une coïncidence du calendrier mais qui porte en elle une signification plus profonde, il se trouve que l'action de Jover Zamora comme maître d'œuvre et chef d'orchestre de la rénovation historiographique commence l'année de la mort de Franco. C'est là une coïncidence accidentelle : ce qui l'est moins, et donne sens à l'affaire, c'est que le travail qui va sortir de cette entreprise collective accompagne la transition démocratique puis sa consolidation<sup>20</sup>.

La modernisation historiographique passait par l'abandon du binôme « histoire interne-histoire externe » qui structurait la pensée de Ramón Menéndez Pidal au profit d'une approche combinant l'histoire politique, l'histoire socio-économique et l'histoire culturelle. Il s'agissait aussi d'un alignement sur l'historiographie européenne, et donc d'une distance prise avec une historiographie espagnole encore très tributaire de ses origines romantico-nationalistes et positivistes. Nul étonnement donc à voir Jover citer régulièrement l'importance des *Annales* dont l'apport méthodologique avait été importé en Espagne par le truchement de l'historien catalan Jaume Vicens Vives (1910-1960) que Jover suivra avec d'autant de plus de facilité qu'ils partageaient la même foi catholique et la même « sensibilité » intellectuelle. Il s'agissait bien de construire une histoire générale de l'Espagne qui débouche sur une ligne d'interprétation de cet ensemble, aggloméré, qui a fini par être l'Espagne. Autrement dit, l'historien entend être au plus près du processus qui singularise une communauté humaine et lui donne une signification singulière dans un ensemble plus vaste (l'histoire universelle). Loin d'être un adepte des ruptures ou des discontinuités, Jover Zamora estime que l'Espagne crée une continuité dont il

<sup>17</sup> J'oppose ici la notion de « connaissance historique », telle que Henri-Irénée Marrou l'a développée en 1954 dans son livre *De la connaissance historique* (Paris, Seuil), à une conception néo-positiviste de l'histoire qui consisterait en un idéal de scientificité couplé à une volonté d'objectivité dont seraient les garants un appareillage théorique essentiellement fondé sur la sociologie et la capacité de l'histoire à énoncer des lois générales.

<sup>18</sup> Voir par exemple l'article de Pedro Tuiz Torres, « Un renovador de la historiografía española », *El País*, 13 juin 2000.

<sup>19</sup> Pour cet aspect, on se reportera à Rosario Ruiz Franco (ed.), *Pensar el pasado. José María Jover Zamora y la historiografía española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2012.

<sup>20</sup> La publication du tome consacré aux années centrales du XIX<sup>e</sup> siècle – *La era isabelina (1834-1868)* – donne lieu à une interview de José María Jover dans *El País* sous le titre « La tradición constitucional se consolidó en el siglo XIX » (5-12-1981). Cette affirmation en 1981 constitue une authentique révolution historiographique et intellectuelle qui prend le contre-pied de toutes les thèses sur l'échec du libéralisme en Espagne.

Benoît Pellistrandi, « Comment la connaissance historique de l'Espagne permet-elle de dépasser les contraintes idéologiques : le legs historiographique de José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr

convient de suivre, dans un aller et retour entre le passé et le présent, la formation et surtout la signification. Si le mot « Espagne » a une certaine signification autour de 1500, il n'a plus le même en 1900 ou en 2000... et il s'est enrichi de cette sédimentation historique qui n'a cessé de doter l'Espagne d'une signification historique mouvante, mais continue. Jover Zamora innove par les méthodes – une attention scrupuleuse à la pluralité des sources –, par les champs – l'histoire culturelle, sociale, économique..., l'histoire des relations internationales (au sens de Renouvin)<sup>21</sup> – mais partage avec ses prédécesseurs le sentiment de la nation, sans pour autant abonder dans l'esprit du « caractère national » espagnol<sup>22</sup>.

En 1962, avec ses collègues de Valence, Antonio Ubieta et Joan Regla, il publie un épais manuel *Introducción a la historia de España*. En 1966, dans une nouvelle édition, Carlos Seco Serrano a été invité à rédiger une nouvelle partie sur la Seconde République et la Guerre civile, intitulée « Notre temps ». Jover avait quant à lui rédigé les pages sur un long XIX<sup>e</sup> siècle qui allait des guerres napoléoniennes jusqu'à la guerre de 1914 dans laquelle l'Espagne choisit la neutralité. Le manuel sera réédité jusqu'en 1986 et il est acquis qu'il fut un détonateur<sup>23</sup>. La large place consacrée à l'époque contemporaine<sup>24</sup> – même si celle-ci s'arrêtait prudemment, dans l'édition première de 1962, bien avant la République et la guerre de 1936-1939 – permettait une réhabilitation de la période et la mise au jour des traditions libérales et modernisatrices qui s'y forgèrent. Bien entendu, le bilan de cette période incitait au pessimisme : « Si le respect de la vie d'autrui et la considération fraternelle du citoyen sont les indices les plus sûrs pour déterminer le niveau de civilisation acquis par une collectivité, la première moitié du XIX<sup>e</sup> n'est pas, pour la collectivité espagnole, une époque de progrès<sup>25</sup>. »

À l'heure de la domination écrasante de l'histoire contemporaine, on a du mal à réaliser le caractère pionnier de ceux qui installèrent la discipline dans l'université et

<sup>21</sup> On a un exemple de la manière dont Jover Zamora a noué ensemble ces champs dans un livre publié en 1976 (et qui est quasiment introuvable ailleurs qu'en bibliothèque), *Política, diplomacia y humanismo popular en la España del siglo XIX*, Madrid, Turner. Le titre souligne une nouvelle orientation de l'historiographie attentive à la fois à l'histoire politique « traditionnelle » et à une histoire sociale, soucieuse de revendiquer la légitimité de l'objet « populaire » comme objet d'histoire. L'approche de ce domaine par Jover Zamora ne sera pas quantitative mais culturelle et littéraire.

<sup>22</sup> Il conviendrait d'examiner l'influence de la pensée de José Ortega y Gasset dans l'approche de Jover. On sait que le philosophe madrilène a publié de nombreux textes sur l'histoire – on pense notamment à *Sobre la razón histórica* (1940 et 1944) ou à *Historia como sistema* (1935 et 1941) – et sur l'Espagne – *España invertebrada* (1922) et *La redención de las provincias* (1930) – dont le contenu est passé dans le bien commun intellectuel espagnol. Jover Zamora a reconnu sa dette à l'égard d'Ortega y Gasset auquel il s'est intéressé par Pedro Laín Entralgo. Voir « Entrevista del profesor Antonio Morales al autor », dans José María Jover Zamora, *Historiadores españoles de nuestro siglo*, Madrid, Real Academia de la Historia, 1999, p. 11. Sur les critiques de Jover Zamora à l'égard de l'utilisation par l'historien de la notion de « caractère national », voir son article « Menéndez Pidal y la historiografía española de su tiempo », *Revista de Estudios Políticos*, 105, 1959, p. 49-97 et réédité dans Rosario Ruiz Franco (ed.), *Pensar el pasado*, op. cit., p. 183-224.

<sup>23</sup> « La significación de la *Introducción a la historia de España* de Ubieta, Regla, Jover y Seco (...) fue trascendental », Ricardo García Carcel, *La herencia del pasado. Las memorias históricas de España*, Barcelona, Galaxia Gutenberg-Círculo de lectores, 2011, p. 477.

<sup>24</sup> Près de 350 pages sur 880...

<sup>25</sup> Antonio Ubieta, Joan Regla, José María Jover, Carlos Seco, *Introducción a la historia de España*, Barcelone, Teide, 1967 (4<sup>e</sup> édition), p. 529. On remarquera la présence du terme de « civilisation » qui devait ensuite occuper les travaux de Jover dans les années 1990. Il y a là une manifestation de la continuité intellectuelle qui doit être soulignée en ce qu'elle renvoie à ses conceptions mêmes de l'histoire.

qui revendiquèrent sa pleine légitimité. Dans le cas espagnol, l'opération était d'autant plus difficile que le contexte politique surveillait les contenus des publications et des enseignements. En 1956, les grèves étudiantes eurent pour effet de conduire le ministre Joaquín Ruiz Giménez à la démission et avec lui le timide essai de libéralisation universitaire.

Cette capacité de Jover à ouvrir de nouveaux horizons avait été remarquée, mais par un public restreint, en 1951. Il avait prononcé à l'Ateneo de Madrid une conférence intitulée « Conscience ouvrière et conscience bourgeoise dans l'Espagne contemporaine ». Là encore, la nouveauté tenait au sujet, à la période et à son traitement. L'histoire sociale, couplée à une histoire des représentations, était mobilisée pour rendre compte de la progressive prise de conscience des métamorphoses de la société espagnole sous l'effet de l'industrialisation. Or cette question historique, en mobilisant la notion de classe, ne conduisait-elle pas à une réflexion sur la situation de l'Espagne de Franco ? La guerre civile n'avait-elle pas des aspects de guerre de classes ? Jover évite le débat... mais ses auditeurs poursuivent en eux la réflexion et Santos Juliá a rappelé le caractère périlleux de l'exercice<sup>26</sup>. L'Ateneo de Madrid, haut lieu du libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle et du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, était repris en main par Pedro Rocamora Valls (par ailleurs directeur de la propagande au ministère de l'Éducation) pour doter l'Espagne franquiste d'une nouvelle élite intellectuelle et culturelle. Les mêmes hommes qui, au CSIC, entreprenaient de rénover l'historiographie se retrouvent à l'Ateneo autour de Calvo Serrer : Florentino Pérez Embid, Ciriaco Pérez Bustamante, et donc Jover Zamora. En s'attachant au XIX<sup>e</sup> siècle, Jover Zamora levait une sorte de « *damnatio memoriae* » historiographique<sup>27</sup>. Connues sont les diatribes de Franco lui-même contre un siècle qui serait, à le suivre, la négation de l'esprit de l'Espagne. Le libéralisme serait profondément contraire à la tradition catholique espagnole et ses avancées perturbatrices expliqueraient la décadence espagnole visible tout au long du siècle et dont le dernier soubresaut n'est rien moins que la guerre civile. Jover Zamora s'attaquait donc à une donnée idéologique forte du régime. Il l'abordait en historien et non en militant qu'il n'était pas : cela explique l'écho que ce texte et cet effort d'objectivité et de construction d'un nouvel objet historique suscita.

Vicente Cacho Viu, qui sera collègue de Jover à l'université Complutense, a parfaitement montré comment s'est opéré le lien entre une histoire de l'Espagne contemporaine écrite hors de l'université de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la Guerre civile, et la construction d'une « science historique universitaire » à partir de 1965, date à laquelle un département d'histoire contemporaine peut se constituer au sein de l'université<sup>28</sup>. Les années 1950-1960 marquent le passage d'une histoire écrite par des publicistes et des écrivains à une histoire investie par des professionnels<sup>29</sup>. S'opère

<sup>26</sup> Santos Juliá, « Abrir la ventana en tiempo de autarquía », dans Rosario Ruiz Franco (éd.), *Pensar el pasado, op. cit.*, p. 42.

<sup>27</sup> L'expression est de Santos Juliá lui-même, cf. art. cit., p. 46.

<sup>28</sup> Vicente Cacho Viu, « Los supuestos del contemporaneísmo en la historiografía de posguerra », *Cuadernos de Historia Contemporánea* (Madrid, Universidad Complutense), 9, 1988, pp. 17-28.

<sup>29</sup> Julió Arostegui a montré comment Antonio Pirala peut être considéré comme l'inventeur de l'histoire contemporaine en Espagne (« Estudio preliminar » de Antonio Pirala, *Historia de la guerra civil y de los partidos liberal y carlista*, Madrid, Turner, 1984, tome 1). Modesto Lafuente, qui publie en 1850 le premier volume de son *Historia General de España*, verra son œuvre poursuivie par Juan Valera, Antonio Borrego et Antonio Pirala. José María Jover, dans son étude sur *La civilización española a*



une prise de conscience du caractère « problématique de notre histoire immédiate », selon les mots de Cacho Viu. En effet, la trajectoire espagnole, marquée par les crises de la monarchie libérale, la brièveté des expériences démocratiques, la répétition des guerres civiles, ne pouvait pas, à un moment ou à un autre, renouer avec la dynamique générale de l'histoire des sociétés européennes occidentales. Telle était la conviction des historiens. On comprend donc que l'anomalie de l'histoire espagnole devient l'incitation à mieux la comprendre. D'où aussi le mouvement par lequel cette réflexion devait contribuer à expliquer les causes de cette anomalie pour en montrer le caractère historique et non « naturel » ou « essentialiste ». L'histoire devenait un élément de la transformation de la compréhension et de l'interprétation du sujet. En ce sens, elle fut une propédeutique de la transition démocratique par la manière dont elle entendait démontrer l'intégration de l'Espagne dans les problématiques européennes<sup>30</sup>. L'une de celles-ci est bien la démocratisation et la libéralisation de la société.

## Une nouvelle périodisation de l'histoire contemporaine

Très précisément, c'est sur la périodisation de l'époque contemporaine qu'on peut mesurer la convergence de l'effort scientifique avec l'aspiration d'une société en attente de renouvellement. Un premier exemple illustrera notre propos. En 1962, dans le manuel d'histoire générale de l'Espagne, Jover Zamora parle des années 1868-1874 – marquées par le renversement d'Isabelle II, la mise en place d'une assemblée constituante qui instaure le suffrage universel, le règne bref d'Amédée de Savoie (1871-1873), élu roi d'Espagne par les Cortés, l'expérience de la Première République – comme une « révolution démocratique ». Vingt ans plus tard, dans le tome de l'*Historia de España Menéndez Pidal*, ces années prennent le nom de « sexennat démocratique » alors qu'on avait l'habitude de parler du « sexennat révolutionnaire ». Dans l'introduction qu'il donne au tome XXXVIII de l'*Historia de España Menéndez Pidal*, tome consacré à l'Espagne d'Alphonse XIII et qui paraît en 1995, Jover Zamora revient sur ce que signifie la périodisation. Il rappelle qu'utiliser le binôme Révolution-Restauration sous-entend ou laisse supposer que toute révolution se termine par une restauration, c'est-à-dire par un phénomène d'involution qui disqualifie l'acte révolutionnaire. Or, rappelle Jover, il se peut que la révolution ait laissé des traces définitives et que la restauration soit une restauration incomplète. Mais plus profondément, c'est la signification du processus historique qu'il faut prendre en compte pour comprendre la portée de chaque époque, pour l'insérer correctement dans une continuité afin d'éviter une moralisation et une politisation de l'histoire. Ce qu'a en tête Jover Zamora c'est la manière dont la Guerre

---

*mediados del siglo XIX* (Madrid, Espasa Calpe, 1991), a souligné l'importance de l'entreprise éditoriale de Lafuente dans la construction d'une conscience historique espagnole (voir p. 153-165).

<sup>30</sup> « Para quienes venían del moderantismo, el vincular el pasado de España a las corrientes universales era algo obligado (...) nunca habían hecho, pese a ser una escuela historiográfica nacionalista, una historia de España insularizada, cerrada sobre sí misma (...) de ahí viene la convicción que sigue por debajo aunque resulte menos expresa en el contemporaneísmo inicial de que la historia de España es inseparable de la del resto del occidente europeo », Vicente Cacho Viu, « Los supuestos del contemporaneísmo en la historiografía de posguerra », *Cuadernos de Historia Contemporánea* (Madrid, Universidad Complutense), 9, 1988, p. 24.

civile a été lue comme le résultat de son immédiat avant-guerre, c'est-à-dire comme le résultat de la politique républicaine. Or, il convient de comprendre ces enchaînements de causes sur une plus longue durée.

Nous trouvons le second élément qui entend montrer l'importance de ce travail historique dans l'examen du plan tracé pour cette histoire générale de l'Espagne au moment de relancer et d'achever le projet de Menéndez Pidal. On ne s'attachera ici qu'aux dix tomes concernant l'époque contemporaine. Que constate-t-on ? Des volumes sont organisés par et autour de la chronologie politique : ainsi *La era isabelina y el sexenio democrático (1834-1868)*<sup>31</sup>, *La época de la Restauración (1875-1902)*<sup>32</sup>, *La España de Alfonso XIII (1902-1931)*<sup>33</sup>, *República y Guerra Civil*<sup>34</sup>, *La época de Franco (1939-1975)*<sup>35</sup>, *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*<sup>36</sup>. À côté de ces tomes, d'autres qui suivent une chronologie différente prennent place : celle de l'histoire sociale et culturelle. C'est *Los fundamentos de la España liberal (1834-1900)*<sup>37</sup>, *La época del romanticismo (1800-1874)*<sup>38</sup>, *Los comienzos del siglo XX (1898-1931)*<sup>39</sup>, *La Edad de Plata de cultura española (1898-1936)*<sup>40</sup>. La combinaison des chronologies permet d'éviter de faire de la seule chronologie politique le marqueur de l'histoire espagnole, et oblige les lecteurs à s'ouvrir à la richesse du processus historique, fait d'actions politiques, de mutations économiques, de transformations sociales, d'élaboration de nouvelles idées et sensibilités, de métamorphoses de la vie... On retrouve là la conviction profonde de Jover Zamora pour qui une révision de la périodisation traditionnelle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles « devait viser à devenir plus attentive à la notion de processus historique, moins soumise aux événements de l'histoire externe regroupés sous des rubriques systématiques, comme si l'histoire commençait chaque fois à nouveau<sup>41</sup> ».

Rendre toute sa force au processus de transformation historique de l'Espagne pour accueillir le temps présent et le comprendre non depuis la dénonciation d'un temps qui serait celui d'une dégradation ou d'une décadence, mais au contraire avec bienveillance et en le voyant porteur de transformations positives, tel aura été le sens de l'action de chercheur, d'enseignant et de maître d'œuvre de José María Jover Zamora. C'était une œuvre collective, qu'il a fortement contribué sinon à théoriser du moins à expliciter, et qui a définitivement balayé l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle, incarnée par Marcelino Menéndez Pelayo et dont les conservateurs catholiques

<sup>31</sup> T. XXXIV dirigé par José María Jover Zamora et publié en 1981.

<sup>32</sup> T. XXXVI dirigé par Manuel Espadas Burgos et publié en 2000.

<sup>33</sup> T. XXXVIII. Le premier volume – *1902-1922 : De los comienzos del reinado a los problemas de posguerra* – est dirigé par Carlos Seco Serrano et publié en 1995 ; le second – *1922-1931 : del plano inclinado hacia la dictadura al final de la monarquía* – est co-dirigé par Carlos Seco Serrano et Javier Tusell. Les deux sont publiés en 1995.

<sup>34</sup> T. XL dirigé par Santos Juliá et publié en 2004.

<sup>35</sup> T. XLI. Le premier volume – *Política, Ejército, Iglesia, Economía y Administración* – est dirigé par Raymond Carr et publié en 1996. Le second volume – *Sociedad, vida, cultura* – est dirigé par Juan Pablo Fusi et publié en 2001.

<sup>36</sup> T. XLII dirigé par Javier Tusell et publié en 2003.

<sup>37</sup> T. XXXIII dirigé par Antonio Fernández García et publié en 1997.

<sup>38</sup> T. XXXV dirigé par Hans Juretschke et publié en 1989.

<sup>39</sup> T. XXXVII dirigé par Manuel Tuñón de Lara et publié dès 1984.

<sup>40</sup> T. XXXIX dirigé par Pedro Laín Entralgo et publié en 1993 et 1994 (2 volumes).

<sup>41</sup> José María Jover Zamora, « Introducción – El sentido de un periodo histórico », dans Carlos Seco Serrano, *La España de Alfonso XIII*, vol. 1 : *1902-1922 : De los comienzos del reinado a los problemas de posguerra*, Madrid, Espasa-Calpe, 1995, p. XIV.

s'étaient emparés pour faire croire à l'existence d'une « bonne Espagne » contre une « anti-Espagne ». Sans ce travail de révision historique, les Espagnols des années 1970-1980 et des années suivantes n'auraient pas disposé d'une nouvelle approche globale accompagnant l'arrivée de la démocratie. Non qu'il fallait « politiser » l'histoire pour la rendre téléologique, c'est-à-dire débouchant sur la démocratie... mais il fallait en éliminer les virtualités idéologiques qui la déformaient et la transformaient en une arme politique. La science, l'ambition scientifique au sens de la vérité, de la complexité et de l'examen le plus complet possible de toutes les traces du passé, était un préalable indispensable à la disqualification d'une histoire idéologique, témoin par elle-même des anachronismes espagnols.

### **Tuñón de Lara, « historien crucial<sup>42</sup> »**

Si Jover Zamora mena sa carrière dans l'université espagnole de la fin des années 1940 à la fin des années 1980 (du strict point de vue administratif<sup>43</sup>), Manuel Tuñón de Lara présente un profil distinct, résultant des conséquences politiques et humaines de la Guerre civile. Tuñón est un « vaincu » de la Guerre civile. Issu d'une famille républicaine liée à *l'Institución Libre de Enseñanza*, il s'engagea dans le militantisme politique aux Jeunesses communistes et fut l'un des fondateurs de l'Union des étudiants antifascistes. Rattaché au ministère du Travail puis combattant pendant la Guerre civile, il est arrêté et incarcéré en 1939. En 1946, il pourra s'exiler à Paris et il mènera sa carrière universitaire en France<sup>44</sup>. Professeur à l'université de Pau et initiateur des « colloques de Pau », qui réunissaient des spécialistes français et espagnols de l'histoire contemporaine de l'Espagne, Tuñón a développé, lui aussi, un enseignement et une animation de la recherche dont l'empreinte a été considérable dans la configuration de l'histoire contemporaine espagnole. Comme l'explique Julio Aróstegui, Tuñón de Lara a participé à la renaissance de l'historiographie espagnole dans les décennies 60, 70 et 80 du XX<sup>e</sup> siècle qui coïncide avec « trente ans cruciaux dans l'histoire du pays, du plus important changement de son histoire », soit « une conjoncture qui ne pouvait pas ne pas déterminer intensément la production historiographique<sup>45</sup> ». La singularité de Tuñón de Lara est double : dans son exil français, il est en relation immédiate avec le mouvement historiographique français et son enseignement passe d'abord en Espagne de manière clandestine. Son livre *La España del siglo XX* est publié en 1966 par la Librairie espagnole, une maison d'édition de l'exil, installée à Paris. Interdit de diffusion en Espagne et « satanisé par une partie de l'université » – l'expression est de Juan Sisinio Pérez Garzón –, il est le premier essai d'une histoire immédiate. Qu'entendre par cette expression ? Tout simplement la construction d'une histoire contemporaine qui prenne en compte le passage du temps et donc l'entrée dans le champ de la démarche historique du passé même proche. Bien entendu, l'enjeu tourne autour de la guerre civile : pour Tuñón,

<sup>42</sup> Titre du journal *El País*, le 26 janvier 1997 : « Muere Tuñón de Lara, un historiador crucial », en première page.

<sup>43</sup> Émérite de la Complutense et académicien, Jover Zamora exerça une influence au-delà de sa retraite.

<sup>44</sup> Voir Joseph Pérez, « Tuñón de Lara y el hispanismo francés », dans José Luis de la Granja, Alberto Reig Tapia, Ricardo Miralles, *Tuñón de Lara y la historiografía española*, Madrid, siglo XXI, 1998, p. 37-54.

<sup>45</sup> Voir Julio Aróstegui, « La obra de Tuñón de Lara en la historiografía española (1960-1997) », dans José Luis de la Granja, Alberto Reig Tapia, Ricardo Miralles, *Tuñón de Lara y la historiografía española*, Madrid, siglo XXI, 1998, p. 5.

Benoît Pellistrandi, « Comment la connaissance historique de l'Espagne permet-elle de dépasser les contraintes idéologiques : le legs historiographique de José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr

on peut, en 1966, prétendre transformer en histoire « un épisode qui réclame d'être dépassé comme actualité pour être assimilé comme expérience historique<sup>46</sup> ». Notons que ce XX<sup>e</sup> siècle s'arrête en 1939<sup>47</sup>. Cinq ans avant, Tuñón avait publié, toujours en France, une histoire de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>.

Tuñón dispose, avec le marxisme, d'un instrument méthodologique puissant. D'où la mise en avant de la notion de « pouvoirs de fait » pour désigner les banques, l'armée, l'Église, autant de forces conservatrices, qui se font réactionnaires face aux projets républicains. On comprend pourquoi le régime franquiste, et derrière lui une partie de l'université, rejette cette approche qui, dans le cadre idéologique qui est celui des hommes du régime, renvoie à la grande lutte de 1936-1939, dont ils estiment qu'elle a été définitivement tranchée à leur profit. Pour Tuñón, l'histoire n'est pas là pour construire une revanche, même si la vérité qu'elle construit sert à établir les responsabilités de la guerre au rebours de l'explication officielle et des dispositifs juridiques – on pense notamment à la Loi de Responsabilités de février 1939 qui permit, jusqu'en 1963, des poursuites contre ceux qui avaient milité dans des parties ou des organisations syndicales hostiles à la « glorieuse Croisade ». Cette volonté de faire de l'histoire un outil de compréhension de l'Espagne par les Espagnols se lit de manière encore plus explicite dans l'avant-propos de l'avant-dernier tome de l'histoire de l'Espagne que Manuel Tuñón de Lara dirigea pour la maison d'édition Labor (Barcelone). Dans l'histoire générale qu'il dirige, publiée à partir de 1980, Tuñón s'est réservé avec son collègue José Antonio Biescas, économiste de l'université de Saragosse, la rédaction du volume consacré au franquisme, *España bajo la dictadura franquista (1939-1975)*. « Pourquoi ce livre et pourquoi maintenant ? » s'interroge-t-il dans son avant-propos. « Ne valait-il pas mieux attendre assis, laisser le temps fermer les blessures et ouvrir les archives, faire une histoire plus aseptisée et peut-être plus complète en laissant passer dix ou quinze ans de plus<sup>49</sup> ? » Ces questions nous placent d'emblée au croisement du personnel, du scientifique et du politique. Tuñón parle d'un « double devoir historiographique et civique », même s'il n'élude pas la difficulté « d'être historien quand on a été victime et témoin, et même parfois protagoniste ». Il y a urgence à faire l'histoire de cette période, même une histoire imparfaite, parce que « les années de dictature continuent d'influer sur la société espagnole ». En outre, il fallait rendre aux « peuples d'Espagne l'histoire dont ils avaient été privée ». L'oubli ne pouvait être toléré, et Tuñón de convoquer une citation de Pedro Laín Entralgo : « Il est nécessaire de ne pas liquider le passé récent par un silence feint et irresponsable si nous voulons vraiment que notre manière de vivre ensemble soit authentique et robuste<sup>50</sup>. » La tentative de coup d'État du 23 février 1981, qui se produit entre les deux éditions du volume, montre que les menaces sur la démocratie demeurent

<sup>46</sup> Manuel Tuñón de Lara, *La España del siglo XX*, Librairie espagnole, Paris, 1966, p. 8 (en espagnol, traduction de l'auteur de l'article).

<sup>47</sup> Entre le manuel de Jover Zamora (1962) et ce livre de Tuñón paru quatre ans plus tard, ce sont donc les années 1914-1939 qui entrent dans le champ de l'histoire « scientifique ». J'emprunte le terme de « scientifique » à Joseph Pérez qui l'utilise dans son compte rendu sur le livre de Tuñón publié dans le *Bulletin hispanique*, n° 70, 1968, p. 167-174.

<sup>48</sup> *La España del siglo XIX (1808-1914)*, Paris, Club del Libro español, 1961.

<sup>49</sup> Manuel Tuñón de Lara, « Prólogo a la segunda edición », dans Manuel Tuñón de Lara et José Antonio Biescas, *España bajo la dictadura franquista (1939-1975)*, Barcelone, Labr, 2<sup>e</sup> édition, 1985, p. 9.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 10.

présentes ; aussi l'urgence de cette histoire apparaît-elle encore plus nécessaire à son maître d'œuvre.

Tenter cette histoire très contemporaine, c'est pour Tuñón, un travail de défrichage. L'important, au-delà des erreurs possibles, est d'indiquer des nouvelles voies pour les travaux historiques à venir. L'historien se compare à l'explorateur de contrées nouvelles : il cartographiera et il faudra compléter et corriger. Les archives sont d'accès difficile mais, s'inspirant de Labrousse, notre historien estime qu'on peut d'abord tracer le portrait d'une société à partir des grands agrégats économiques et sociaux qui, eux, sont publiés et connus. Esquisser la base matérielle de l'Espagne entre 1939 et 1975 est possible.

Plus ardue, en revanche, sera l'écriture de l'histoire politique. Elle viendra en son temps, espère Tuñón. Il rappelle que les archives de Franco lui-même n'appartiennent pas à l'État espagnol mais à la Fondation Franco, que le parti unique a détruit nombre de ses papiers, que la Police a fait de même. Toute une base documentaire a disparu en même temps que s'évanouissait le régime. Restent l'histoire orale, la recherche des témoignages, l'exploitation critique des mémoires.

Tout dans ce bref avant-propos dit la portée sociale et civique du travail de l'historien qui vient non pour juger, mais pour comprendre et faire comprendre. Sans cette connaissance même imparfaite du passé, la construction de la démocratie espagnole sera elle-même imparfaite : telle est la conviction profonde de Tuñón de Lara qui voit se rejoindre son combat scientifique et ses engagements politiques. Cet avant-propos est écrit entre 1984 et 1985, au moment où la consolidation de la démocratie est en cours mais où les interrogations demeurent sur son enracinement sociologique et culturel. L'histoire a donc vocation à contribuer à cet enracinement en substituant un discours de l'explication de la complexité et de l'enchaînement des phénomènes au discours idéologique. On retrouvera une réflexion similaire, mais dans une conjoncture différente, sous la plume de Javier Tusell lorsqu'il rédige, en 2002, l'introduction au volume de la *Historia de Menéndez Pidal* consacré à la transition démocratique et à l'Espagne de Juan Carlos. Revendiquant la légitimité de l'histoire du temps présent, il précise, un peu comme l'avait fait Tuñón, que l'important pour l'historien « est de bien choisir le moment où il s'assoit pour écrire<sup>51</sup> ». Les collaborateurs sélectionnés par Tusell disposent désormais de vingt-cinq ans de démocratie mais rencontrent des difficultés méthodologiques semblables à celles signalées par Tuñón pour son enquête sur le franquisme (les archives, le rôle de la presse...), auxquelles s'ajoute une « vision complaisante » sur la trajectoire récente du pays. Comprendre cette complaisance, c'est prendre acte, explique Tusell, que la séquence ouverte à l'avènement de Juan Carlos, a modifié le sens de l'histoire espagnole en rompant avec « la conflictivité passée des Espagnols ».

## Des pionniers à l'école historique espagnole

L'histoire de l'histoire contemporaine en Espagne pour être complète appelle une étude de ses strates générationnelles. Elle permet d'établir non seulement le tuilage des problématiques, des recherches et des résultats acquis, mais aussi les réseaux humains, intellectuels, universitaires et éditoriaux qui ont animé le monde des

<sup>51</sup> Javier Tusell, « Prólogo », dans *La transición a la democracia y la España de Juan Carlos I*, t. LXII de la *Historia de España Menéndez Pidal*, Madrid, Espasa-Calpe, 2003, p. 19.

historiens. Cet article n'est qu'une contribution modeste à ce projet plus vaste. En retraçant l'itinéraire personnel et scientifique de deux figures majeures José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara, nous pensons avoir indiqué deux voies d'entrées dans ce travail plus ambitieux. Tous deux appartiennent à la même génération de fondateurs : l'un pouvant exercer son magistère en Espagne, l'autre trouvant en France les conditions lui permettant d'entamer son travail. Vicente Cacho Viu distinguait, en 1988, cinq générations. La première est constituée des maîtres de l'après-guerre, venus de l'histoire moderne, qui permirent l'établissement de l'histoire contemporaine comme discipline universitaire. Aux côtés de Jover Zamora doivent figurer Vicente Palacio Atard (1920-2013), Carlos Seco Serrano et Miguel Artola (tous les deux de 1923). Une seconde génération, de dix à quinze ans plus jeune, a irrigué, toujours selon notre cartographe, l'enseignement secondaire à cause d'une politique universitaire malthusienne. Parmi elles, quelques-uns ont réussi de grandes carrières universitaires, comme en témoigne le parcours d'Antonio Morales Moya (1933-2015). La troisième est constituée de ceux qui, en 1988, avaient 40 ans (on suit ici le modèle de Cacho Viu) : c'est celle des Javier Tusell, Julio Aróstegui, Juan Pablo Fusi, Santos Juliá, José Álvarez Junco. Le premier, prématurément décédé en 2005 à l'âge de 60 ans, fut un polygraphe étonnant dont les travaux en histoire politique ont permis de légitimer l'histoire du très contemporain. Julio Aróstegui (1939-2013), quant à lui, commença sa carrière en travaillant sur le carlisme puis se consacra à l'histoire de la Guerre civile, publiant à quelques jours de sa mort une monumentale biographie de Francisco Largo Caballero. Juan Pablo Fusi (1945), élève de Raymond Carr et de Jover Zamora, fut le premier, en 1996, à proposer un manuel d'histoire qui rompait avec l'idée d'une Espagne « anormale »<sup>52</sup>. : c'était, avec Jordi Palafox, le livre *España 1808-1996. El desafío de la modernidad*. Santos Juliá (1940) est aujourd'hui encore l'historien le plus engagé dans la presse. Depuis les années 1990, il écrit régulièrement dans les pages d'*El País*. Ses travaux sur les deux Espagne et sur Manuel Azaña ont achevé de consacrer son autorité<sup>53</sup>. Quant à José Álvarez Junco (1942), auteur d'une monumentale étude sur le sentiment national espagnol au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>54</sup>, il vient de diriger le dernier tome d'une nouvelle histoire générale de l'Espagne dirigée par Ramón Villares (1951) et Josep Fontana (1931), consacré justement aux histoires de l'Espagne<sup>55</sup>. Achever une histoire générale par une réflexion d'ensemble sur la manière dont celle-ci a été pensée et écrite au cours du temps démontre le niveau de réflexivité que la discipline a acquis sur elle-même, indépendamment du fait que l'examen des acquis historiographiques s'arrête en 1975. Sans doute s'agissait-il là d'une prudence essentiellement académique ! Borja de Riquer, Octavio Ruiz Manjón, Elena Hernández Sandoica<sup>56</sup>, Manuel Pérez Ledesma sont des noms essentiels dans cette cartographie de l'histoire contemporaine et il en manque à l'appel (mais cet article n'est pas un répertoire...). Cacho Viu voulait voir dans les jeunes docteurs et dans les étudiants des années 1980 les quatrième et cinquième générations de

<sup>52</sup> Juan Pablo Fusi et Jordi Palafox, *España 1808-1996. El desafío de la modernidad*, Madrid, Espasa Calpe, 1996.

<sup>53</sup> *Las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2004 ; *Vida y tiempo de Manuel Azaña*, Madrid, Taurus, 2008.

<sup>54</sup> *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2001.

<sup>55</sup> José Álvarez Junco (coord.), *La historias de España. Visiones del pasado y construcción de identidad*, Madrid-Barcelona, Marcial Pons - Crítica, 2013.

<sup>56</sup> Voir notamment l'ouvrage collectif qu'elle a dirigé avec Alicia Langa, *Sobre la historia actual. Entre política y cultura*, Madrid, Abada Editores, 2005.

contemporanéistes. Il faudrait affiner cette première systématisation d'abord en la mettant à jour : les docteurs des années 1980 sont devenus les professeurs actuels. Les travaux d'Enric Ucelay da Cal (1948, université Pompeu Fabra, Barcelone), de Juan Avilés (1950, UNED), de Manuel Suárez Cortina (1951, université de Cantabrie), de Julian Casanova (1956, université de Saragosse), de Isabel Burdiel (1958, université de Valence), d'Eduardo González Calleja (1962, université Carlos III), Javier Moreno Luzón (1967, université Complutense) les situent aujourd'hui à la place de chefs de file des écoles historiques sur l'Espagne contemporaine. Ces dernières sont traversées de débats et de confrontations qui témoignent de la vitalité d'une historiographie qui a conquis toute sa place non seulement dans la sphère universitaire mais aussi dans la société espagnole<sup>57</sup>. Même si la « consommation » d'histoire a connu avec la crise un vrai recul quantitatif, une culture historique commune s'est forgée à l'échelon national. Certes, l'intoxication venue d'écrivains d'extrême droite (Pío Moa, Cesar Vidal) et leurs succès en librairie a pu décourager certains artisans d'une histoire sérieuse et fondée sur l'administration de la preuve. Mais ce courant révisionniste, par ses approximations et ses fondements idéologiques, ne pourra détruire les acquis d'une historiographie qui, en faisant de l'Espagne contemporaine un objet pleinement scientifique, a accompagné la consolidation d'une culture démocratique, c'est-à-dire l'acceptation de la complexité des sociétés et des hommes. À côté de leur apport scientifique propre, c'est aussi par leur humanisme que Jover Zamora et Tuñón de Lara ont fécondé durablement la connaissance historique espagnole<sup>58</sup>. L'histoire contemporaine, grâce à eux (mais pas seulement), a été libératrice.

### L'auteur

Benoît Pellistrandi, professeur en classes préparatoires au Lycée Condorcet, a travaillé sur l'historiographie espagnole (*Un discours national? La Real Academia de la Historia entre science et politique [1847-1897]*, Madrid, 2005 ; *La historiografía francesa del siglo XX y su acogida en España*, Madrid, 2001 ; *L'Histoire religieuse en France et en Espagne*, Madrid, 2005 ; et avec Jean-François Sirinelli, *L'histoire culturelle en France et en Espagne*. Il a publié en 2013 une *Histoire de l'Espagne des guerres napoléoniennes à nos jours*.

### Résumé

L'histoire contemporaine en Espagne s'est construite sous la double contrainte d'une interprétation essentialiste de l'histoire nationale héritée des combats idéologiques du

<sup>57</sup> On aura une bonne image de l'état actuel de l'historiographie et de la manière dont celle-ci s'est organisée générationnellement et scientifiquement dans quatre ouvrages récents qui sont des hommages collectifs à Santos Juliá, José Álvarez Junco, Manuel Pérez Ledesma et Juan Pablo Fusi. Voir José Álvarez Junco et Mercedes Cabrera, *La mirada del historiador. Un viaje por la obra de Santos Juliá*, Madrid, Taurus, 2011 ; Javier Moreno Luzón et Fernando del Rey, *Pueblo y Nación. Homenaje a José Álvarez Junco*, Madrid, Taurus, 2013 ; José Álvarez Junco, Rafael Cruz, Florencia Peyrou et alii., *El historiador consciente. Homenaje a Manuel Pérez Ledesma*, Madrid, Marcial Pons, 2015 ; María Jesús González, Javier Ugarte, Juan Pablo Fusi, *El historiador y su tiempo*, Madrid, Taurus, 2016.

<sup>58</sup> « Manuel Tuñón de Lara que nunca permitió que ningún dogma cegara en el la pasión por la historia que es una doble pasión doble de conocer la verdad y de saber contarla », Antonio Muñoz Molina, « Biografías de nadie », *El País*, 29 janvier 1997.

Benoît Pellistrandi, « Comment la connaissance historique de l'Espagne permet-elle de dépasser les contraintes idéologiques : le legs historiographique de José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

XIX<sup>e</sup> siècle et d'un régime franquiste attaché à combattre le libéralisme. Sous l'impulsion de pionniers, l'étude de l'Espagne contemporaine a acquis sa réputation scientifique et sa qualification universitaire. Cet article, par l'exemple de Jover Zamora (1920-2006) et de Tuñón de Lara (1915-1997), tend à montrer comment le développement de cette discipline qu'est l'histoire contemporaine constitue une étape culturelle et scientifique pré-politique essentielle à la création des fondements d'une culture pour la démocratie espagnole.

**Mots clés :** historiographie ; université ; franquisme ; transition démocratique ; périodisation ; histoire de l'Espagne.

#### **Abstract**

*“How Spain’s Historical Knowledge Allows It to Overcome Ideological Constraints : The Historiographical Legacy of José María Jover Zamora and Manuel Tuñón de Lara”*

Contemporary history in Spain has been constructed under the double constraint of an essentialist interpretation of national history inherited from the ideological battles of the 20<sup>th</sup>-century and a Francoist regime committed to fighting liberalism. Inspired by the work of pioneering historians, the study of contemporary Spain has stood out for its scholarship and academic standing. Drawing upon the examples of Jover Zamora (1920-2006) and Tuñón de Lara (1915-1997), this article seeks to show how the development of the discipline of contemporary history constituted an essential, pre-political cultural and scientific step towards laying the foundations of a culture for Spanish democracy.

**Key words:** Historiography; University ; Francoism; Contemporary History in Spain.

**Pour citer cet article :** Benoît Pellistrandi, « Comment la connaissance historique de l'Espagne permet-elle de dépasser les contraintes idéologiques : le legs historiographique de José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)